

La RTS invite Patrick Artus pour expliquer le Great Reset qui nous attend



[Source : Les Observateurs]



Cenator : La RTS donne la parole à Patrick Artus, un grand pape du Great Reset. Un vrai pikettiste, un économiste de gauche mondialiste, dans la ligne du WEF.

À notre avis, les pays qui vont se sortir de cette crise ne sont surtout pas ceux qui verseront dans l'assistanat ni dans le revenu universel (le fameux oreiller de paresse, l'expression qui a déclenché l'attaque de la meute contre Guy Parmelin). Ce sont au contraire ceux qui vont se retrousser les manches et adopter le slogan d'Orban : Nous allons créer autant d'entreprises qu'il en a été détruit et fournir l'aide indispensable au redémarrage.

Dans le « nouveau capitalisme » prôné par Artus, l'État « sauve » tout le monde, même les entreprises qui auraient dû faire faillite et qui vont vivoter grâce à l'aide. Ce sauvetage artificiel par la planche à billets instaure en réalité une économie communiste à la soviétique, où les entreprises non viables sont maintenues à flot par les subventions.

Lors du premier confinement, quand nous ignorions tout du virus et manquions même de désinfectant, des restrictions limitées avaient encore un certain sens, pour un court temps de réorganisation. Par contre, le deuxième confinement est clairement irrationnel et suicidaire et il utilise la pandémie comme prétexte pour établir un nouveau modèle sociétal. La mise en place du Great Reset apparaît toujours plus évidente, et la pandémie en devient même l'instrument, au lieu qu'il ne soit qu'une conséquence de celle-ci.

Un capitalisme sur des bases saines et durables signifie pour Artus plus de collaboration internationale, de façon qu'aucun pays ne sombre dans la crise. Et par aucun pays, Artus, en bon globaliste, entend toute la planète Terre au sens des élites du WEF.

Le véritable bilan de la situation européenne actuelle, c'est que sa

civilisation est à l'agonie. Le marxisme culturel a vaincu la liberté de parole, détruit la liberté académique, imposé la pensée unique à ses médias, à son enseignement ; il a imposé à la population occidentale un sentiment de culpabilité, il a sali son histoire, déformé, piétiné ses traditions, les fondements de sa civilisation, il lui a imposé le multiculturalisme, il a organisé l'invasion par des populations incompatibles.

A présent, après que nos cerveaux ont été « nourris » de la maternelle jusqu'au tombeau par l'idéologie progressiste, nous serions redevables à l'État pour tout le reste (nourriture, logement, transports...) ?

Car après que les gouvernements successifs ont laissé venir en Europe occidentale un mélange de populations étrangères tel que l'histoire de l'humanité n'en a jamais connu, et vu qu'une grande partie de cette population est inemployable, il faut bien prévoir de quoi l'entretenir – d'autant plus maintenant que la quatrième révolution industrielle, la robotisation, est prévue par les grands horlogers de WEF.

Et selon Patrick Artus, aux mérites académiques ronflants, l'Europe aux abois aurait en plus le devoir de sauver le monde dans un élan de solidarité fraternelle. Fraternité universelle, qui n'existe que dans la tête de personnes qui vivent de leur idéologie. Ces visionnaires ont la prétention de pouvoir définir, de leur bureau, ce que doit être le nouveau modèle économique mondial et de savoir comment réformer l'économie et l'humanité de fond en comble.

Artus pense que l'économie va se redresser avec plus de social, en opposition avec le capitalisme qui « cherche le profit à tout prix » et vise à récompenser les actionnaires.

Dans le modèle qu'il préconise, ce n'est plus le privé qui prend les risques, en prêtant ses économies aux entreprises en mal de liquidités, c'est l'État s'y substitue.

Voici donc la fin du capitalisme, ce que la gauche réclame depuis 1917. C'est exactement cela, la vision pikettiste et marxiste de l'économie. La rentabilité des entreprises, pour Artus, n'est plus un objectif.

Dans le capitalisme classique, une entreprise doit, avant tout, faire le nécessaire pour être rentable, compétitive, sinon c'est la faillite. La possibilité d'une aide sociale découle de la viabilité des entreprises, et non l'inverse.

- « Le vice inhérent au capitalisme consiste en une répartition inégale des richesses. La vertu inhérente au socialisme consiste en une égale répartition de la misère. » Winston Churchill

Artus et le Great Reset veulent remplacer les actionnaires par l'État, et détruire par là la propriété privée. C'est une société néo-communiste qui se dessine clairement dans ces propos.

En fait, ce nouveau capitalisme n'est rien d'autre que le rêve bolchévique réchauffé. Artus, en réclamant un monde (occidental) « plus soucieux de

lutter contre les inégalités et plus respectueux de l'environnement », déroule un tapis rouge devant la Chine – le pays même qui nous a infectés puis inspiré ces confinements.

Pour Patrick Artus, il faut plus d'Europe, plus de solidarité, et il cite comme exemple la dette colossale (750 milliards) du plan d'urgence destiné à résoudre la crise post-covid, dette solidairement remboursable entre pays membres, que l'UE veut laisser aux générations à venir.

Beaucoup disent que cette dette ne sera jamais remboursée, qu'il y aura un Great Reset, que la planche à billets va résoudre les problèmes. Les mêmes réclament la disparition de l'argent physique, ce qui rendra l'argent encore plus virtuel et théorique (et traçable à 100%) et relativisera toute dette. C'est la mise en place de l'utopie communiste, version digitale.

Ajoutons à cela le revenu universel comme le voudrait Artus.

« La meilleure façon de tuer un homme, c'est de le payer à ne rien faire. »

Félix Leclerc

Lausanne l'a déjà expérimenté pour les jeunes. Après l'an 2000, la gauche s'est installée sur son trône et a instauré l'assistance comme un dû. La commune a distribué de l'assistance sans contrepartie, sans aucune exigence de remboursement. Beaucoup de jeunes en pleine capacité ont choisi de se faire entretenir par la collectivité. L'explosion des jeunes assistés a alors fait naître d'autres services sociaux pour les remettre au travail – avec ce bénéfice secondaire, pour les politicards, que ces jeunes, « en cours de réorientation » sortaient par là-même des statistiques des assistés. L'explosion du budget du social n'a nullement effrayé les sociocrates car ils savent qu'il suffit d'augmenter les impôts et la dette pour financer les prestations et le salaire des fonctionnaires qui les servent. Jusqu'au moment où la réalité nous explosera à la figure.

A quoi ressemblera l'économie après la pandémie?

L'interview de Patrick Artus, chef économiste à la banque Natixis et co-auteur de l'ouvrage « L'économie post-Covid » :

Mehmet Gultas : Deux scénarios possibles pour la crise sanitaire. Soit la

crise s'aggrave, soit qu'on maîtrise, même d'une manière imparfaite, la pandémie et qu'on refonde l'économie mondiale sur des bases plus saines et durables. Vers quel scénario se dirige-t-on ?

Patrick Artus : On va maîtriser la pandémie, la situation sanitaire sera stabilisée.

Qu'est-ce qui sera durablement différent après cette crise ? En étant prudent, sachant que toutes les grandes crises ont amené de grands changements irréversibles et pas forcément ceux qu'on s'attendait.

Le capitalisme ne va pas du tout devenir plus inclusif ni plus sympathique. (Rire de Mehmet Gultas.)

Le propre du capitalisme contemporain, c'est de chercher à rétablir le plus rapidement possible ses profits. Donc, après la crise, pour produire avec des coûts plus faibles, il faut délocaliser davantage, il faut rechercher les rentes de monopoles – Mehmet Gultas rajoute : geler les embauches – et montrer une certaine réticence vis-à-vis de la transition énergétique.

Mehmet Gultas : Donc ce durcissement du capitalisme est inéluctable ? Ou est-ce qu'on peut quand même encore l'éviter ?

Patrick Artus : Alors, on peut l'éviter, car il y a des pressions en sens opposé. Simplement, le roulement spontané du capitalisme, ça va être de se rétablir le plus vite possible (oui, oui, Mehmet Gultas) au détriment des autres.

Mais après, vous avez les opinions, les populations, les gouvernements, et même la finance, assez curieusement. Puisque en particulier les grands investisseurs aujourd'hui jouent un rôle tout à fait déterminant pour pousser les entreprises à être plus inclusives, à s'occuper du social, à changer leur gouvernance, à s'occuper du climat.

Mais il ne faut pas être naïf. Spontanément, une entreprise du capitalisme contemporaine a quand même, quelles que soient les forces en sens inverse, comme but essentiel de rétablir sa rentabilité pour ses actionnaires.

Le cas de Danone est très intéressant. Avec la chute de sa rentabilité, cette société pourtant très avancée a annoncé un plan de licenciement. Donc, même dans les entreprises les plus avancées vers cette nouvelle forme de capitalisme, on reste dans un capitalisme complètement actionnarial.

Mehmet Gultas : Vous dites : la politique à mettre en œuvre ne peut pas être réformiste, il faut des ruptures. Lesquelles ?

Patrick Artus : Alors, on part de l'idée que cette crise va fabriquer une énorme hétérogénéité dont nous n'avons pas d'expérience. Il y a des pays qui vont aller bien parce qu'ils ont des bonnes industries et il y a des pays qui

vont aller mal. Un pays comme l'Espagne, par exemple, ou même la France, avec une grosse exposition à l'automobile, à l'aéronautique, au tourisme, ces pays vont aller mal. Il y a des secteurs qui vont aller bien, d'autres mal.

Les jeunes avec des contrats d'intérim vont aller mal, d'autres personnes iront toujours bien avec des contrats de travail à long terme dans de grandes entreprises.

Donc on a besoin de rupture parce qu'on a besoin de politiques extrêmement puissantes pour lutter contre cette hétérogénéité. Si on ne fait pas ça, il y aura des pays, des secteurs qui vont être durablement en crise, des personnes durablement dans la pauvreté. Il faut donc changer notre approche dans la lutte contre la pauvreté.

Nous proposons dans le livre un revenu universel pour les jeunes, par exemple.

Il faut aussi laisser les entreprises négocier plus localement, parce que chaque situation sera différente, avec beaucoup de discussion et de dialogue social dans chaque entreprise,

Il faut beaucoup plus de coordination et de coopération entre les pays,

En Europe, ça avance un peu. On a eu le plan de relance et le budget de moyen terme européens, qui sont plus solidaires que ce qu'on avait dans le passé.

Il y a des problèmes de très grande pauvreté dans le monde, il y a des pays dont les économies s'effondrent dans cette crise. Si on ne fait rien, ces pays vont être durablement en grande difficulté, comme l'Amérique latine, par exemple.

Il faut comprendre que nous avons cette explosion d'hétérogénéité dans toutes les dimensions, et c'est à cela qu'il faut répondre.

Le livre cité par Mehmet Gultas : L'économie post-Covid. par Olivier Pastré et Patrick Artus

Résumé de l'éditeur :

Penser l'après-Covid est vital. Deux scénarios sont envisageables. Le premier est celui d'une aggravation de la crise sanitaire, économique et sociale, faute de réponses adaptées. Le scénario alternatif est celui de la maîtrise, même imparfaite, de la pandémie et d'une refondation de l'économie mondiale sur des bases plus saines et durables.

Pour définir où se fixera le curseur entre ces deux scénarios, tout dépendra

des politiques économiques et sanitaires mises en œuvre – de l'entreprise à l'économie mondiale en passant par un nouveau paradigme du travail et de l'emploi. Première solution : le repli sur soi, le protectionnisme et la guerre des monnaies, terreau de tous les populismes. Seconde solution : la prise de conscience que la coopération et la solidarité sont les seuls piliers d'une sortie de crise par le haut.

La politique à mettre en œuvre ne peut pas être réformiste. Il faut des ruptures. Ce livre court et incisif en propose huit (revenu universel de base, transition énergétique, décentralisation, syndicalisme...). Il dessine ainsi le « chemin de crête » étroit qu'il est possible de suivre pour sortir de cette crise historique de manière équitable et pérenne.

Chef économiste de Natixis, Patrick Artus est professeur associé à l'École d'Économie de Paris. Olivier Pastré est professeur d'économie à l'université Paris-VIII et président d'IMB Bank (Tunis). Ils sont tous deux membres du Cercle des économistes et ont publié ensemble Sorties de crise (Perrin, 2009).